

**Afrique et Moyen Orient<sup>\*</sup> :**  
**La corruption dans le secteur de l'eau**

**Pays couverts par le rapport mondial sur la corruption 2008:** Afghanistan, Afrique du sud, Autorité palestinienne, Cameroun, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

**Exemples de corruption dans le secteur de l'eau et de leurs effets dans cette région**

- **Egypte** : de graves pénuries d'eau ont provoqué de nombreuses manifestations et des blocages routiers au cours de l'été 2007. Ces mouvements désignaient la corruption comme principale responsable. (P.11)
- **Ethiopie** : on estime que l'absence d'infrastructure hydraulique coûte à l'économie éthiopienne un tiers de son potentiel de croissance. (P.11)
- **Kenya** : selon un sondage réalisé en 2006 auprès des ménages de la capitale, Nairobi, 50% des foyers trouvent leur facture d'eau injuste et 66% d'entre eux affirment avoir été confrontés à la corruption dans le secteur de l'eau au cours des 12 mois précédents. (P.44)
- **Kenya** : à Nairobi, les individus pauvres qui ne sont pas raccordés au réseau de distribution d'eau de la ville paient cinq à dix fois plus cher leur eau que leurs concitoyens plus aisés. (P.43)
- **Lesotho** : dans le cadre du *Lesotho Highlands Water Project* (un projet d'infrastructure hydraulique de 8 milliards US\$), le directeur général du projet a été reconnu coupable d'avoir accepté des pots-de-vin à hauteur de 6 millions US\$ de la part d'entreprises multinationales concurrentes pour l'obtention de contrats. (P.24)
- **Malawi** : la cartographie des nouveaux points de collecte d'eau construits entre 1998 et 2002 a révélé que la moitié d'entre eux se trouvait dans des zones déjà suffisamment couvertes selon les recommandations des experts, et qu'une distribution plus équitable de l'eau aurait permis à tous les districts d'être au dessus de ce seuil. Dans certaines zones, cette différence était liée à des affiliations politiques déterminant la construction et l'emplacement des points d'eau. (P.46)
- **Mauritanie** : il est connu que les personnes en charge de la distribution de l'eau au public versent des pots-de-vin pour obtenir ces emplois essentiels à la vie des villages et en font supporter le prix aux usagers (en général les pauvres). (P.53-54)

---

<sup>\*</sup> Nous ne présentons ici que des exemples spécifiques à cette région. Pour avoir plus d'informations sur les tendances globales, les données chiffrées ainsi que les propositions en matière de politiques, y compris celles affectant la région, merci de consulter le résumé exécutif et le rapport mondial sur la corruption 2008.

- **Soudan** : les conséquences de la dégradation de l'environnement, de la mauvaise gestion de l'eau et d'un sous investissement chronique sont illustrés par la crise du Darfour où le conflit et l'effondrement des pouvoirs publics sont combinés à la dégradation chronique de la terre et des ressources en eau. (P.4)
- **Tanzanie** : selon une étude de la Banque mondiale portant sur les fonds publics affectés à l'eau, un citoyen pauvre habitant en zone rurale ne reçoit qu'un cinquième des subventions allouées à un citoyen aisé. Jusqu'à 41% d'entre elles sont d'ailleurs perçues par 20% des ménages les plus riches. (P.50)
- **Zimbabwe** : on signale plusieurs cas d'extorsion dans les services de réparation et de maintenance des canalisations. Un habitant d'Harare, la capitale, voulant que soit réparée une conduite laissant fuir de l'eau usagée dans sa maison, s'est vu répliquer que la réparation ne serait effectuée que s'il "laisait tomber une plume", une expression imagée signifiant verser un pot-de-vin. Il a été demandé à une femme, ayant reçu une facture erronée d'un montant soixante fois supérieur au montant normal de sa facture d'eau, de payer la totalité de la somme pour pouvoir de nouveau être raccordée au réseau. (P.44)
- Un quart de la population du **continent africain** est confronté au stress hydrique chronique : d'ici à 2025, on estime qu'entre 30 à 85% de la population en Afrique subsaharienne pourrait en être affectée. On prévoit que d'ici à 2020, jusqu'à 250 millions de personnes en Afrique devront faire face à une augmentation du stress hydrique. Ces pénuries d'eau et la concurrence pour y avoir accès se traduisent souvent par de la corruption. (P.19)
- On estime à 40 milliards le nombre d'heures consacrées par an à la corvée d'eau en **Afrique sub-saharienne** ; un chiffre qui équivaut au nombre d'heures travaillées chaque année par l'ensemble de la population active en France. (P.42)
- Sur tout le **continent africain**, un montant équivalent à environ 5% du PIB est perdu chaque année en raison des maladies et des décès provoqués par la mauvaise qualité de l'eau et des systèmes d'assainissement. (P.42)
- En **Afrique**, lors de la saison sèche, les femmes et les filles doivent souvent marcher 10 kilomètres pour collecter l'eau du ménage. Les filles abandonnent leurs études pour accomplir les corvées d'eau. (P.42)

### **Quelques initiatives prometteuses pour juguler la corruption dans la gouvernance de l'eau**

- **Rendre les fournisseurs d'eau plus indépendants et leur faire rendre des comptes** : à Dakar, au Sénégal, l'organisation et les structures financières de l'organisme public chargé de la distribution d'eau sont devenues plus transparentes après la constitution d'une société unique. En outre, des contrats ont été passés avec des entreprises privées soumises à

des clauses de fonctionnement claires et basées sur la qualité de leurs performances. Des progrès substantiels ont été accomplis en matière d'extension du réseau et de gains de productivité. (P.60)

- **Légaliser le travail des fournisseurs informels :** les licences, une réglementation souple et la reconnaissance officielle des fournisseurs alternatifs constituent les éléments d'une stratégie devant permettre d'étendre le réseau de distribution d'eau et de renforcer la responsabilité par le biais de la concurrence. Les pouvoirs publics dans des pays aussi différents que le Ghana, le Sénégal et le Mozambique ont déjà expérimenté une telle approche. (P.48)